

Marc Francina

Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)

Mandat(s)

Élu le 17 juin 2007; date de début de mandat : le 20 juin 2007 (Élections générales)

Groupe(s)

Membre du groupe politique Union pour un Mouvement Populaire [27 juin 2007]

NOMINATIONS

Commissions

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. 28 juin 2007 - J.O. 22 janvier 2009]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire [J.O. 22 janvier 2009 - J.O. 20 janvier 2010]

Membre de la commission des affaires sociales [J.O. 20 janvier 2010 - J.O. 21 janvier 2010]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire [J.O. 21 janvier 2010]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2011 ([n°2824](#)) - gestion des finances publiques et des ressources humaines - [23 juin 2010]

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle [J.O. 9 février 2011]

Membre de la commission d'enquête sur les produits financiers à risque souscrits par les acteurs publics locaux [J.O. 16 juin 2011 - 6 décembre 2011]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2012 ([n°3775](#)) - gestion des finances publiques et des ressources humaines - [21 juin 2011]

Secrétaire de la commission d'enquête sur les produits financiers à risque souscrits par les acteurs publics locaux [J.O. 23 juin 2011 - 6 décembre 2011]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi sur l'enfance délaissée et l'adoption [J.O. 14 octobre 2011 - 21 mai 2012]

Groupe d'études

Vice-Président du groupe d'études sur le tourisme [30 janvier 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finances pour 2011 (n°2824) : Gestion des finances publiques et des ressources humaines : Fonction publique ; Provisions [14 octobre 2010] ([n°2857](#))

Proposition de loi [n°3000](#) visant à intégrer les personnes en instance de divorce par consentement mutuel dans la nouvelle réglementation régissant l'attribution de logements sociaux [7 décembre 2010]

Rapport d'information [n°3797](#) déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle sur la soutenabilité de l'évolution de la masse salariale de la fonction publique [12 octobre 2011]

Rapport déposé au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finances pour 2012 (n°3775) : Gestion des finances publiques et des ressources humaines : Fonction publique ; Provisions [12 octobre 2011] ([n°3805](#))

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

[Impôts et taxes. Banques et établissements financiers. Taxe exceptionnelle sur les bonus. modalités](#)
[13 janvier 2010] (p. 10)

DÉBATS

(à compter du 1^{er} octobre 2009 et jusqu'au 6 mars 2012)

[Sécurité sociale : loi de financement 2012](#)

(Loi 2011-1906 du 21 décembre 2011 de
financement de la sécurité sociale pour 2012)

1ère lecture

Projet de loi de financement de la sécurité sociale n° 3790 pour 2012

DISCUSSION DES ARTICLES [26 octobre 2011];[27 octobre 2011]

Troisième partie

Article 13

Son intervention sur les amendements 145, 42, 434, 560, 629, 685 ([p.6776](#))

Après l'article 16

Son intervention sur les amendements 123, 147 ([p.6796](#))

[Budget : loi de finances 2012](#)

(Loi 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012)

1ère lecture

Projet de loi de finances n° 3775 pour 2012

DISCUSSION DES ARTICLES [3 novembre 2011]

Deuxième partie

Mission Relations avec les collectivités territoriales

Article 58

Son intervention sur les amendements 67, 105 ([p.7153](#))

Travail : simplification du droit et
allègement des démarches administratives

(Loi 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification
du droit et à l'allègement des démarches administratives)

Nouvelle lecture

Rapport n° 4217 sur , en nouvelle lecture, la proposition de loi , adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives et qui a fait l'objet d'un vote de rejet, par le Sénat, au cours de sa séance du 10/01/2012 (n°4153)

DISCUSSION DES ARTICLES [31 janvier 2012]

Article 73

Ses interventions sur l'amendement 71 ([p.603](#), [p.604](#))